

La grande gagnante des débats budgétaires est la défense au détriment de la coopération internationale

Un budget rudoyé par l'armée

PHILIPPE CASTELLA

Finances ► La Confédération a un budget pour l'année 2025, contrairement à son voisin. La France a en effet dû en passer par une démission de son gouvernement et une loi spéciale pour financer les prestations de l'Etat l'an prochain. Mais, à Berne, ce budget a été accouché dans la douleur. Il a fallu plus de 24 heures de débats aux deux Chambres ces trois dernières semaines et un détour par la conférence de conciliation pour aboutir à un accord qui fait la part belle à l'armée au détriment principalement de la coopération internationale.

Le soulagement domine chez Karin Keller-Sutter à l'heure des derniers ajustements jeudi. La ministre des Finances se dit «très reconnaissante que le budget ait abouti et qu'il soit conforme au frein à l'endettement». Il clôt sur un déficit de quelque 400 millions de francs pour un total de 86 milliards de dépenses. Voici les principaux gagnants et perdants.



«La sécurité, ce n'est pas seulement l'achat de matériel de guerre» Gerhard Andrey

1 L'armée est la grande gagnante

Le parlement a ajouté 530 millions de francs à un programme d'armement que le Conseil fédéral avait déjà gonflé. Cela correspond à la volonté affichée par le parlement de consacrer à la défense 1% du produit intérieur brut (PIB) d'ici à 2030, alors que le gouvernement voulait étaler cette hausse jusqu'en 2035. Cette hausse s'inscrit bien sûr dans les remous de la guerre en Ukraine. Une nécessité pour l'ensemble de la droite et Lars Guggisberg (udc, BE) en particulier: «Il est absolument juste et important que nous corrigions la négligence excessive de notre défense nationale ces dernières années, afin de pouvoir garantir la sécurité de notre population».

Pour la gauche, l'ampleur de la hausse est incompréhensible. «On avait trouvé un consensus il y a deux ans sur l'augmentation importante du budget militaire, mais la majorité de droite ne veut plus le respecter», déplore Gerhard Andrey. Le vert fribourgeois défend une autre vision des questions de sécurité: «On va verser encore plus d'argent à l'armée au détriment de la coopération internationale qui est l'un des atouts les plus importants pour la sécurité d'un pays neutre comme la Suisse». A ses yeux, «la sécurité, ce n'est pas seulement l'achat de matériel de guerre, mais aussi des institutions et relations internationales préservées».

2 Coopération internationale laminée

Le budget de la coopération internationale a été l'un des principaux points de friction du ping-pong parlementaire. Au départ, le Conseil national voulait tailler



Après avoir bouclé le budget au parlement, Karin Keller-Sutter a été emmenée en cortège pour fêter à Wil (SG) son élection à la présidence de la Confédération pour 2025. KEYSTONE

250 millions dans son budget, contre 30 millions pour le Conseil des Etats. Dans un jeu qui a ressemblé à un marchandage au souk, les deux Chambres sont tombées d'accord pour une coupe de 110 millions dans ce domaine.

Cela a fait bondir Tamara Funicello (ps, BE): «Dites aux gens que vous ne voulez pas de coopération au développement. Dites-leur que la tradition humanitaire de la Suisse n'est plus si importante.» De son côté, Lars Guggisberg relativise: «Cela correspond à moins de 3% des dépenses que nous effectuons

aujourd'hui à l'étranger. Cessez de dramatiser et de parler de la fin de la tradition humanitaire de la Suisse.»

3 L'agriculture est épargnée

Souvent victime des ajustements budgétaires, l'agriculture a été épargnée par les coupes. La grogne paysanne a pesé sur les débats au parlement. Il a notamment refusé une coupe de 42 millions que le Conseil fédéral lui proposait dans les paiements directs et il a ajouté une contribution de 10 mil-

lions pour lutter contre la maladie de la langue bleue qui se répand chez les bovins.

Autre bonne nouvelle pour le monde agricole, le Conseil national a approuvé en parallèle mercredi une augmentation de près de 400 millions des moyens destinés à l'agriculture pour les années 2026 à 2029.

4 Le climat est égratigné

La cause climatique souffre aussi de l'accroissement du budget militaire,

avec des coupes notamment dans la promotion des trains de nuit et des carburants alternatifs pour les bus et bateaux. «La droite a une compréhension très réduite de la sécurité», insiste Gerhard Andrey. «Un approvisionnement énergétique indigène est aussi un facteur de sécurité.»

5 Les autres coupes en vrac

D'importantes coupes budgétaires ont été pratiquées dans de nombreux autres domaines pour compenser l'accroissement du budget militaire. A commencer par l'asile qui se voit raboter 185 millions, dont 85 millions sont liés à la fermeture de centres fédéraux d'asile.

L'administration fédérale devra aussi se passer de près de 150 millions au total, avec des postes en moins et des économies sur les salaires. A noter que le secteur des hautes écoles, lui, se voit renforcer, avec près de 30 millions supplémentaires au total.

6 Place au plan d'économies

Bien que l'accouchement fût difficile, ce budget n'est qu'un amuse-bouche en prévision des débats attendus en 2025. Le Conseil fédéral devrait mettre en consultation en début d'année son fameux plan d'allègement qui a déjà fait couler beaucoup d'encre. Il prévoit 60 mesures d'économies pour un gros coup de rabot de près de 5 milliards de francs par an. Les parlementaires devraient profiter des fêtes pour fréquenter les salles de gymnastique, car les débats s'annoncent musclés l'an prochain. I

Situation «plus grave qu'elle en a l'air»

Les ONG dénoncent les coupes dans la coopération internationale qui entachent la réputation de la Suisse.

C'est une très mauvaise nouvelle tombée juste avant Noël pour les organisations non gouvernementales (ONG). Un travail intense auprès des parlementaires et une pétition citoyenne n'auront pas suffi: l'aide au développement est réduite de 110 millions au budget 2025.

«Cela touchera autant les ONG suisses que les mandats de la Direction du développement et de la coopération (DDC) avec des organisations internationales, les contributions pour des organes onusiens et les projets directs des ambassades», détaille Andreas Missbach, directeur d'Alliance Sud, faitière des organisations d'entraide.

Helvetas dénonce une décision très préoccupante. «Quand on re-

garde l'état du monde, les effets de la crise climatique et l'accélération des conflits internes, on a du mal à comprendre cette décision», réagit Melchior Lengsfeld, directeur d'Helvetas. Il relève que la coopération internationale participe à la stabilité dans les pays du Sud, en offrant des conditions de vie dignes qui contribuent à la paix sociale. «Dans un monde interconnecté, il serait naïf de penser qu'une diminution du soutien au Sahel n'aura aucune incidence sur la stabilité en Europe et en Suisse», avertit-il.

La réputation de la Confédération pourrait aussi être entachée. Jusqu'ici, la présence des acteurs de la coopération au développement pendant plusieurs décennies dans des pays partenaires a permis de favoriser le rôle de bons offices de la Suisse, parfois loin des projecteurs,

selon Helvetas. Il est trop tôt pour dire quel sera l'impact de la coupe sur ses activités.

Pour Solidar, la situation est «plus grave qu'elle en a l'air». Cet été, la DDC a déjà diminué ses contributions de base de 8%, en faveur de l'aide à l'Ukraine. A Solidar, tous les programmes ont été revus à la baisse. «Au Guatemala, au Salvador et au Honduras, c'est la lutte contre les violences de genre qui est touchée. Nous ne pourrions pas soutenir et conseiller autant de femmes que prévu», illustre Felix Gnehm, directeur.

Pour les ONG, la lutte n'est pas terminée. «Le parlement a prévu d'augmenter encore le budget de l'armée en 2026 et 2027. Sans hausse des recettes, la pression va être encore plus forte», observe Andreas Missbach.

SOPHIE DUPONT